

United Nations
ECONOMIC
AND
SOCIAL COUNCIL

Nations Unies
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL

UNRESTRICTED
E/CN.4/SR.21
10 February 1947
FRENCH
ORIGINAL : ENGLISH

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

PREMIERE SESSION

COMPTE RENDU DE LA VINGT ET UNIEME SEANCE

Tenue à Lake Success, New-York, le lundi 10 février 1947 à 10 h.

Sont présents :

Président :	Mme Roosevelt	Etats-Unis
Vice-président :	M. P.C. Chang	Chine
Rapporteur :	M. Charles Malik	Liban
Membres :	Colonel William Roy Hodgson	Australie
	M. P.C. Chang	Chine
	M. Felix Nieto del Rio	Chili
	M. Osman Ebeid	Egypte
	M. Cassin	France
	Mme Hansa Mehta	Inde
	M. Ghassame Ghani	Iran
	M. Charles Dukes	Royaume-Uni
	M. V.F. Tepliakov	Union des Républiques socialistes soviétiques
	M. José A. Mora	Uruguay
	M. Ribnikar	Yougoslavie
Suppléants	M. Lebeau	Belgique
	M. Guardia	Panama
	Colonel Amado Bautista	République des Philippines
Représentants des institutions spécialisées :	M. Eric W. Hutchison	(Organisation inter- nationale du travail)
	M. G.L. Carnos	(UNESCO)
Organisations non-gouvernementales :	Miss Toni Sender	(I.F. of L.)
	Miss Lena Spiegel	(FMS)
Secrétaire de la Commission :	Professeur J.P. Humphrey	(Directeur de la division des droits de l'homme)

- 1 - Discussion du projet de Rapport au Conseil économique et social (Doc. E/CN.4/19); propositions des Etats-Unis relatives à une Sous-commission de la liberté de l'information et de la presse (Doc. E/CN.4/7) et à une Sous-commission pour la protection des minorités et la lutte contre les mesures discriminatoires, (Doc. E/CN.4/6).

La PRESIDENTE propose de demander au Rapporteur de présenter le rapport de la Commission des droits de l'homme au Conseil économique et social dans le courant de sa prochaine session, et fait remarquer que la Commission doit fixer la date et le lieu de sa prochaine session. Elle demande également aux membres de la Commission qui désireraient présenter des suggestions au groupe de rédaction de les communiquer à ce groupe ou à elle-même aussitôt que possible.

M. TEPLIAKOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare qu'en l'absence du président, c'est au vice-président qu'il revient de présenter au Conseil économique et social le rapport de la Commission.

M. HUMPHREY (Secrétaire de la Commission) fait remarquer que, aux termes de l'article 44 du Règlement intérieur, c'est la Commission qui décide si c'est le président ou le rapporteur, ou les deux conjointement qui doivent présenter au Conseil le rapport de la Commission.

M. TEPLIAKOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) propose que le groupe de travail tienne la Commission au courant du progrès de ses travaux.

A propos du droit que les membres ont de présenter des suggestions au groupe de travail, il fait remarquer qu'il a déjà fait des réserves quant à la présentation par sa délégation, d'un projet de Déclaration internationale des droits de l'homme.

La PRESIDENTE déclare que l'on a chargé le groupe de travail de préparer un projet préliminaire de Déclaration des droits, et que ce projet ne sera probablement pas prêt avant fin mars; ce n'est qu'à ce moment que le groupe de travail sera en mesure de renseigner la Commission sur les progrès réalisés.

Elle demande si quelqu'un voit des objections à suspendre l'application de l'article 40 du Règlement intérieur.

Décision : Comme on ne présente pas d'objection, l'application de l'article 40 du Règlement intérieur de la Commission des droits de l'homme est suspendue pour les dernières séances de la présente session.

M. CASSIN (France) demande qu'en l'absence du président, ce soit le rapporteur qui présente au Conseil économique et social le rapport de la Commission.

Décision : la motion est adoptée.

En réponse à une observation de la Présidente qui a suggéré de faire discuter à la Commission les propositions des Etats-Unis relatives à une Sous-commission de la liberté de l'information et de la presse (doc. E/CN.4/7) et à une Sous-commission pour la protection des minorités et la lutte contre les mesures discriminatoires (Doc. E/CN.4/6), M. MALIK (Liban), Rapporteur, déclare qu'il a fait figurer ces deux rapports aux chapitres III et IV du projet de Rapport (Doc. E/CN.4/19).

M. MALIK donne lecture du chapitre III du projet de Rapport de la Commission des droits de l'homme. On en adopte à l'unanimité les points (a) et (b).

La PRESIDENTE, au nom des Etats-Unis, déclare que l'on a beaucoup discuté de la composition des sous-commissions, et que, de l'avis du gouvernement des Etats-Unis, on ne réalisera pas l'accord sur ce point au cours de la présente session de la Commission. Le gouvernement des Etats-Unis propose de composer chaque sous-commission de onze personnes choisies par la Commission avec l'assentiment du Secrétaire général, sous réserve de l'accord des gouvernements des pays dont sont citoyens les intéressés. L'on ne pourra choisir plus d'une personne appartenant à un même pays, et l'on choisira les noms sur une liste de personnalités présentée par ceux des membres de la Commission des droits de l'homme qui désireront désigner des

candidats. Dans le cas de la Sous-commission pour la protection des minorités et la lutte contre les mesures discriminatoires, c'est la Commission des droits de l'homme, au cours de sa seconde session, qui choisira les personnalités en question, et dans le cas de la Sous-commission de la liberté de l'information et de la presse, le choix en incombera au Conseil économique et social, au cours de sa quatrième session. Mme Roosevelt se réfère aux documents E/CN.4/6 et 7 et observe que l'on doit supprimer le paragraphe 2 du deuxième document, la Commission étant convenue de ramener la durée du mandat à deux ans. L'on doit aussi supprimer le paragraphe 2 de la section "Composition" à la page 2 du document E/CN.4/6. L'on doit également, à la deuxième ligne du paragraphe 3 du même document, supprimer les mots "la Commission des droits de l'homme, au cours de sa deuxième session", et les remplacer par les mots "le Conseil économique et social, au cours de sa quatrième session".

La Commission de statistique a adopté le texte que propose actuellement le gouvernement des Etats-Unis. Chaque membre de la Commission des droits de l'homme doit présenter une liste de noms; et, de l'avis du gouvernement des Etats-Unis, compte tenu de la distribution géographique, il faut essentiellement nommer les personnalités les plus aptes à mener à bien la tâche qui leur incombe. Toutefois, les gouvernements ne seront pas tenus d'envoyer des experts. A propos de la Sous-commission pour la protection des minorités et la lutte contre les mesures discriminatoires, la Commission aura jusqu'à sa prochaine session pour étudier les candidatures. Quant à la Sous-commission de la liberté de l'information et de la presse, le Conseil économique et social confiera probablement à cette Sous-commission la tâche d'établir un plan pour la Conférence; aussi devra-t-on la créer aussitôt que possible. Toutefois, cela ne peut se faire avant la fin de la prochaine session du Conseil économique et social.

Mme ROOSEVELT propose d'ajouter comme suit le paragraphe 3 du chapitre III du Rapport du Rapporteur (Doc. E/CN.4/19) : supprimer les alinéas (a), (b)

et (c) et les remplacer par les paragraphes 1 et 3 de la section "Composition" (page 2 du Doc. E/CN.4/7) en substituant les mots "le Conseil économique et social, au cours de sa quatrième session" aux mots "la Commission des droits de l'homme, au cours de sa deuxième session". Elle propose également d'amender de manière analogue le paragraphe 3 du chapitre IV du Rapport du Rapporteur.

M. MALIK (Liban), Rapporteur, donne lecture des alinéas (b), (c) et (d) du chapitre III du projet de Rapport (Doc. E/CN.4/19).

En réponse à une observation de M. Cassin (France), la PRESIDENTE déclare que la Commission examinera d'abord la composition des sous-commissions. Le projet de rapport de la Commission propose que celle-ci choisisse tout d'abord onze pays et que ces pays choisissent ensuite les membres des sous-commissions. La proposition des Etats-Unis demande que l'on supprime les alinéas (a), (b) et (c) du Rapport et qu'on les remplace par les paragraphes 1 et 3 du Doc. E/CN.4/7; la Présidente propose que la Commission vote d'abord sur la procédure à suivre pour nommer les membres de la Sous-commission de la liberté de l'information et de la presse.

Le Colonel Amado B. BUTISTA (République des Philippines) déclare que son Gouvernement partage l'opinion du délégué des Etats-Unis et il fait remarquer que, d'après le gouvernement des Philippines, on devrait composer la sous-commission de représentants non gouvernementaux. Toutefois, il faut essentiellement s'efforcer de tenir compte de la distribution géographique.

M. LEBEAU (Belgique) et M. MORA (Uruguay) apportent leur appui à la proposition du délégué des Etats-Unis tendant à amender le projet de rapport de la Commission.

En réponse à une question de Mme MEHTA (Inde), la PRESIDENTE déclare que l'on n'a pas besoin de désigner immédiatement les candidats. Les

candidats jusqu'à concurrence du nombre de personnes fixé par la Commission, et on soumettra ces candidatures au Conseil au cours de sa prochaine session. Le Conseil économique et social choisira alors, avec le consentement des gouvernements intéressés, les membres de la Sous-commission.

M. TEPLIAKOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare que, la Sous-commission devant être un organe de l'Organisation des Nations Unies, il faut que ses membres soient les délégués de leurs gouvernements respectifs. Au cas où les membres choisis ne seraient pas des délégués gouvernementaux, il pourrait s'élever des difficultés du fait que ces membres ne seraient soumis à aucune autorité. La Charte régit la Commission, et celle-ci ne doit pas chercher à édifier en son sein une organisation privée.

M. MALIK (Liban) déclare que son Gouvernement a toujours estimé que non seulement les membres des sous-commissions mais aussi ceux des commissions devaient être des experts.

Les représentants de la Belgique et du Liban ont soutenu ce point de vue au cours des séances du Conseil économique et social. Il faut que les membres de la sous-commission aient la possibilité de travailler en toute objectivité, indépendamment des instructions de leurs Gouvernements. La Commission des droits de l'homme pourra alors examiner leurs conclusions et leurs recommandations et elle pourra, ainsi que le Conseil économique et social, les discuter entièrement. M. Malik soutient vivement la proposition du Gouvernement des Etats-Unis, mais voudrait savoir si l'on doit accorder au Conseil économique et social le droit de choisir les membres. Il estime que la Commission a le devoir de mandater les sous-commissions, et propose d'adopter une résolution spéciale demandant au Conseil économique et social de procéder à une sélection des membres au nom de la Commission.

La PRESIDENTE fait remarquer que, aux termes de la proposition américaine, les gouvernements devront donner leur approbation aux désignations du Conseil économique et social.

M. HODGSON (Australie) juge qu'il n'est pas encore temps de créer une sous-commission. La Conférence de la presse qui va se réunir désirera tout naturellement créer un organisme permanent de son crû, et il pourrait y avoir double emploi et chevauchement de fonctions entre les deux organismes. Toutefois, bien qu'il soit opposé à la création d'une sous-commission, M. Hodgson s'en tiendra au Rapport du Rapporteur adopté par la majorité du sous-comité.

M. DUKES (Royaume-Uni) apporte son appui à la proposition du représentant des Etats-Unis, car elle implique que tous les Gouvernements sont libres de mettre des noms en avant auprès du Conseil économique et social, et il estime que la méthode envisagée est de nature à laisser une plus large marge de choix. Bien que l'on puisse éventuellement nommer des experts qui ne soient pas délégués de leurs Gouvernements, cela ne les empêcherait pas de recevoir des instructions de ces Gouvernements.

M. CASSIN (France) approuve le Rapport du Rapporteur. Il estime qu'il ne faut pas modifier la méthode de désignation des membres de la Sous-commission et que la Commission doit adopter le rapport dans sa forme actuelle.

M. CHANG (Chine) d'accord avec le représentant de l'Australie, propose à la Commission de remettre à sa prochaine session la création des sous-commissions; cependant, si l'on juge plus urgente la création de la Sous-commission de la liberté de l'information et de la presse, il faut alors, pense-t-il, adopter le rapport du Rapporteur et créer immédiatement cette sous-commission.

M. TERILAKOV (URSS) estime que le représentant du Royaume-Uni est en train d'exposer des vues différentes de celles qu'il a exposées au Sous-comité.

Ceux des membres qui sont pour la proposition du représentant des Etats-Unis ont souligné la nécessité de charger des experts qualifiés d'examiner les problèmes multiples et complexes que doit traiter la Commission. A cet égard, il tient à faire remarquer que dans aucun domaine, il n'existe d'expert qui soit mieux connu de l'étranger que de son propre Gouvernement. Si l'on adopte la proposition du représentant des Etats-Unis, les sous-commissions ainsi créées seront des organisations privées placées dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, ce qui serait directement en contradiction avec la Charte.

C'est avec regret que M. TERLLAKOV a entendu le représentant de la Chine demander qu'en diffère l'institution d'une sous-commission pour la protection des minorités et la lutte contre les mesures discriminatoires, car ces questions constitueraient les points essentiels de la Déclaration internationale des droits de l'homme. Si l'on diffère la création de la sous-commission, autant différer toute tentative d'élaborer cette déclaration.

Enfin, du point de vue soviétique, la suggestion du Liban demandant que le Conseil économique et social soit invité à désigner les membres de la Sous-commission n'est pas pertinente. La Sous-commission sera un organe de la Commission et celle-ci ne pourra demander à aucun autre organe de choisir des membres en son nom.

Devant ces considérations, il demande à la Commission de retenir les recommandations du Sous-comité.

Mme MEHTA (Inde) ne juge pas opportun de remettre la décision. S'il faut que les membres consultent leurs Gouvernements avant de présenter des candidats, estime-t-elle, ceci reviendrait à dire que les Gouvernements choisissent ~~les~~ candidatures à proposer, ce qui rend sans objet la proposition des Etats-Unis.

La PRESIDENTE explique que chacun des membres aura le droit de présenter une liste de candidats, dont le nombre sera fixé ultérieurement. Les membres pourront consulter leur Gouvernement s'il le désirent et on espère que chacun d'eux envisagera les candidatures de ressortissants d'autres pays au même titre que celles de compatriotes. Le Conseil économique et social fera ainsi son choix parmi les candidatures présentées, sans oublier l'importance de la répartition géographique.

A l'objection du représentant de l'URSS, la PRESIDENTE répond que le Conseil examinera toutes les listes adressées et choisira les candidats les meilleurs, et il y a de fortes chances pour que de nombreux pays désignent les mêmes candidats.

Le Colonel HODGSON (Australie) propose l'amendement suivant :

" Que l'on renvoie à la prochaine session de la Commission la constitution de la Sous-commission de la liberté de l'information et de la presse, et que, dans l'intervalle, l'on invite les Gouvernements des membres de la Commission à présenter des candidats pour cette Sous-commission".

Il estime que l'on n'a pas besoin d'instituer une sous-commission dans les circonstances présentes, et que la Commission sera mieux en mesure de le faire après la prochaine session du Conseil économique et social.

Décision : L'amendement australien est repoussé par 8 voix contre 1.

On met au vote la proposition des Etats-Unis relative à la méthode à suivre pour composer la Sous-commission, la question des membres devant faire l'objet d'une décision ultérieure.

On procède au scrutin par l'appel nominal: se prononcent :

Pour la proposition des Etats-Unis Contre la proposition des Etats-Unis

Chili
Egypte
Etats-Unis
Iran
Liban
Royaume-Uni
Uruguay

Australie
Chine
France
Inde
URSS
Yougoslavie

Décision : La proposition des Etats-Unis est adoptée par 7 voix contre

Une discussion s'ouvre alors sur la manière de conférer au Conseil économique et social la tâche de choisir les membres de la Sous-commission.

Le Colonel HODGSON (Australie) fait remarquer que la Commission ne peut que renvoyer une question au Conseil et n'est pas autorisée à dicter à celui-ci la manière de choisir les membres de la Sous-commission. Déclarer que les candidatures devraient être limitées à des membres de la Commission reviendrait à saper à la base le principe même de la proposition des Etats-Unis.

La PRESIDENTE expose que la proposition des Etats-Unis a pour but d'obtenir le plus grand nombre possible de candidats parmi tous les membres de la Commission et de ne conférer au Conseil économique et social que le droit de choisir entre ces candidatures.

M. CHANG (Chine) déclare qu'on n'aura peut-être pas le temps de recevoir les candidatures de certains pays éloignés et que le Conseil se trouverait peut-être dans l'obligation de choisir entre une centaine de candidatures, alors qu'un certain nombre des secteurs importants au point de vue géographique risqueraient de ne pas figurer parmi les candidats.

M. DEL RIO (Chili) suggère que l'on ajoute les mots "sans distinction de nationalité" à la suite des mots "se ferait au paragraphe 3 de la Section "Composition" dans le Document E/CN.4/7.

La PRESIDENTE ne trouve pas cette addition indispensable mais est prête à l'accepter.

Il faut bien faire ressortir, souligne M. MALIK (Liban) que le choix des membres de la Sous-commission n'est confié au Conseil économique et social qu'à cette occasion. Il propose en conséquence de modifier comme suit le paragraphe 3 (lequel, le paragraphe 2 primitif ayant été supprimé, est devenu le paragraphe 2) :

"La Commission recommande qu'en premier lieu et sans que cela constitue un précédent, le Conseil économique et social choisisse les

les membres de la sous-commission. Elle recommande en outre que le choix se fasse sans considération de nationalité, sur une liste de personnalités désignées par les membres de la Commission des droits de l'homme qui désireraient présenter des candidats, chaque membre étant autorisé à présenter x noms, sans qu'il y ait plus de x candidats par pays".

Le Colonel HODGSON (Australie) demande au délégué de la Chine, qui représente également le Conseil économique et social, s'il est exact que ce n'est pas du fait des difficultés de communication ou par inadvertance que les Gouvernements de beaucoup de grandes puissances ont refusé de présenter des candidats, mais par principe, et si en conséquence, au cas où l'on adapterait la méthode en discussion, le Conseil économique et social se trouvait dans l'impossibilité d'exécuter les intentions de la Commission.

M. CHANG (Chine) déclare que l'en n'a jamais clairement exposé les raisons pour lesquelles les candidatures ne sont pas parvenues.

M. CASSIN (France) suggère que le délégué de la Belgique donne son avis sur le caractère pratique du texte proposé.

Il serait utile, pense M. LEBEAU (Belgique) puisque d'autres Commissions permanentes du Conseil se trouvent devant le même problème, de connaître de la bouche du Secrétaire, la manière dont elles le traitent.

M. HUMPHREY (Secrétaire de la Commission) ayant répondu qu'il pourrait réunir ces renseignements très rapidement, la PRÉSIDENTE propose que la Commission passe à la discussion du nombre des candidats.

M. CASSIN (France) suggère la substitution du nombre de douze au nombre de onze, indiqué aux paragraphes 1 et 3. Il est dénoté que le choix de onze membres ne permet pas une représentation géographique équitable. En outre, le Groupe initial a discuté le problème et, dans son rapport au Conseil économique et social, a recommandé de composer de douze membres la Sous-commission de la liberté de l'information et de la presse.

La PRESIDENTE met aux voix la proposition du délégué de la France tendant à composer de douze membres la Sous-commission de la liberté de l'information et de la presse.

Décision : la proposition est adoptée à l'unanimité.

La PRESIDENTE annonce que la Commission va procéder à l'examen de la durée du mandat des membres, fixée à deux ans dans le rapport du sous-comité.

M. CHANG (Chine) présente un amendement en forme demandant de réduire à un an le mandat de deux ans, à cause notamment de la préparation de la Conférence. On pourrait reprendre la question au bout d'un an.

M. MALIK (Liban) s'élève contre l'amendement, faisant remarquer que la Sous-commission sera un organe permanent de la Commission et que ses rapports avec la prochaine conférence auront un caractère accidentel et transitoire. Quelles que soient les décisions prises à l'issue de la Conférence, il doit exister un organe rattaché à titre permanent à la Commission et chargé de ce très important domaine des droits de l'homme.

La PRESIDENTE précise qu'à l'origine, son Gouvernement était partisan d'un mandat de trois ans, mais s'était rallié à un mandat de deux ans au Sous-comité. Elle n'acceptera pas de période plus courte.

M. TERLIKOV (URSS) appuie l'amendement du délégué chinois, en raison des rapports étroits de la Sous-commission avec les décisions de la Conférence. La Commission désirera peut-être procéder à un nouvel examen de la question lorsque la Conférence sera terminée.

Il fait observer que, bien que le délégué du Liban semble considérer la Sous-commission comme un organe de la Commission, elle est devenue, à son avis, depuis l'adoption du principe impliqué dans la proposition des Etats-Unis, un organe privé dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies.

Le Colonel HODGSON (Australie) appuie l'amendement de la Chine. La Commission n'est pas forcée d'instituer la Sous-commission et celle-ci ne sera pas nécessairement un organe permanent de la Commission. Il peut se faire que la Conférence de la presse établisse un système qui lui soit propre.

et il y aurait alors deux organes ayant le même champ d'action. En conséquence, il vaudrait mieux, lui semble-t-il, réserver la possibilité de reconsidérer la situation au bout d'un an.

La PRESIDENTE, parlant en tant que déléguée des Etats-Unis, rappelle aux membres que, dans ses déclarations, elle a toujours maintenu que la liberté de l'information est en rapport direct avec les droits de l'homme, en ce sens que sans la liberté de l'information, il est possible que l'on viole les droits de l'homme en un point quelconque du globe, sans que l'univers en soit informé. La Conférence ne traitera pas spécialement des droits de l'homme; la Commission au contraire se préoccupe tout spécialement de cet aspect de la question.

M. TERLIKOV (URSS) lui demandant si, à son avis, on ne viole les droits de l'homme dans aucun pays où existe la liberté de la presse et de l'information, elle répond que la grande différence réside dans le fait que des violations de ce genre ne restent pas inconnues des pays qui jouissent de la liberté de la presse.

M. MALIK (Liban) signale que, attendu que le second point du mandat de la Commission concerne la liberté de l'information et de la presse, la déclaration du délégué de l'Australie, comme quoi il pourrait n'y avoir aucun rapport entre les droits de l'homme et la liberté de l'information et de la presse, n'était pas justifiée. D'ailleurs, lorsque le délégué de l'Australie a déclaré que la Conférence pourrait établir un système qui lui serait propre, il a eu l'air de supposer que la Conférence constituait une entité, tandis qu'elle sera convoquée par le Conseil économique et social et sera responsable devant ledit Conseil qui veillera à prévenir tout chevauchement de fonctions.

M. CHANG (Chine) souligne que le mandat de la Sous-commission consiste à examiner les droits, devoirs et pratiques à comprendre dans le concept "liberté de l'information". On devrait pouvoir faire avancer la question en l'espace d'une ou deux séances, et la Commission pourrait vouloir

modifier le mandat au bout d'un an.

En outre, il n'estime pas praticable d'instituer une Commission permanente, étant donné que le budget pourrait l'interdire.

Le Colonel HODGSON (Australie) attire l'attention de la Commission sur le fait que les mandats de la Sous-commission et de la Conférence de la presse sont sensiblement analogues.

Décision : L'amendement de la Chine, tendant à limiter à un an le mandat des membres de la Sous-commission, est adopté par sept voix contre trois.

M. HUMPHREY (Secrétaire de la Commission) fait savoir aux membres de la Commission que la seule Sous-commission instituée au cours de la présente session des différentes Commissions est la Sous-commission des sondages statistiques, instituée par la Commission de statistique.

Il passe à la lecture d'un extrait du rapport de la Commission de statistique (document E/CN.3/20/Rev.1, page 5^e du texte anglais) précisant que, conformément à l'autorisation que lui en a donnée le Conseil économique et social, la Commission de statistique a établi une Sous-commission des sondages statistiques et a demandé au Secrétaire général d'inviter différentes personnalités à en faire partie. Il ajoute qu'il existe également des sous-commissions de la Commission des questions économiques et de l'emploi, directement instituées par le Conseil au cours de sa dernière session.

En réponse à une question posée par M. CHANG (Chine) sur le point de savoir si ces sous-commissions ont déjà été nommées et sur la décision prise par la Commission des questions économiques et de l'emploi, M. HUMPHREY déclare que, d'après le projet de rapport qu'il a entre les mains, les nombres n'ont pas encore été nommés.

M. CHANG (Chine) suggère que, vu la difficulté que présente le renvoi de la question au Conseil, il y aurait peut-être lieu de réunir les sept

membres du sous-comité pour discuter de la question avant la séance de l'après-midi.

Cette proposition étant acceptée, la séance est levée à treize heures.
